



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 21 – 10 juin 2022

Sommaire

Fait marquant

- Les perturbations dans le transport aérien et ferroviaire pourraient durer une partie de l'été

Climat & Energie

- Le *Labour* appelle le gouvernement à renoncer à taxer de manière exceptionnelle les profits des producteurs d'électricité
- Des centrales au charbon qui devaient fermer pourraient rester en activité pour garantir l'approvisionnement en électricité cet hiver

Environnement

- Le livre blanc du gouvernement en matière d'alimentation pourrait être moins ambitieux que prévu

Industrie

- Le gouvernement pourrait annoncer des mesures de soutien à l'industrie sidérurgique
- La Commission des comptes publics de la Chambre des communes publie un rapport critique sur le financement du *levelling up*

Transport

- Les bornes de recharge électrique ne sont pas assez nombreuses et leur répartition sur le territoire est très inégale
- Le parc de voitures vieillit et diminue pour la deuxième année consécutive, pour la première fois en plus d'un siècle
- La Commission des transports de la Chambre des Communes présente ses recommandations pour résoudre les difficultés du transport routier
- Le gouvernement confirme l'abandon d'un segment de la ligne à haute vitesse *HS2* qui devait permettre d'améliorer la connectivité entre l'Angleterre et l'Ecosse
- Près de trois mois après le licenciement de 786 de ses marins, *P&O Ferries* perd certains contrats avec les pouvoirs publics

Fait marquant

Les perturbations dans le transport aérien et ferroviaire pourraient durer une partie de l'été

Plusieurs centaines de vols au départ des [aéroports](#) britanniques ont été annulés la semaine dernière, marquée par les célébrations du Jubilé de la Reine au R-U. Cette situation s'explique par un manque persistant de personnels résultant des licenciements massifs pendant la pandémie et des difficultés à recruter depuis la reprise des vols internationaux. Lors d'une rencontre avec les représentants du secteur aérien le [1^{er} juin](#), le ministre des Transports Grant Shapps a affirmé que les compagnies aériennes auraient dû davantage se préparer à la forte hausse du trafic passagers liée à la fin des restrictions sanitaires. Il a également annoncé la création avant l'été d'un groupe de travail destiné à résoudre ces problèmes. Le ministre souhaite par ailleurs négocier avec les compagnies aériennes afin d'instaurer un remboursement automatique des passagers en cas d'annulation de vols.

Le secteur [ferroviaire](#) devrait lui aussi connaître d'importantes perturbations dans les prochaines semaines. Le syndicat *RMT (Rail, Maritime and Transport Workers Union)* a annoncé que près de 50 000 employés de *Network Rail* (gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire) et de 13 opérateurs ferroviaires feraient grève les 21, 23 et 25 juin afin de protester contre les mesures d'économies budgétaires imposées par le gouvernement. Le ministère des Transports (*DfT*) a en effet demandé aux opérateurs ferroviaires et à *Network Rail* de réduire leurs coûts opérationnels d'environ 2 Md£ en 2022, ce qui devrait se traduire notamment par des suppressions d'emplois. Les conducteurs de trains craignent également que leurs salaires n'augmentent pas, après trois ans de gel et dans un contexte d'inflation élevée. Des discussions auront lieu cette semaine entre les syndicats et les représentants du secteur ferroviaire afin de tenter d'éviter ce mouvement social.

Une grève devrait également avoir lieu dans le métro londonien le 21 juin, trois semaines après qu'une [grève](#) des personnels en station a obligé à interrompre la circulation des métros dans le centre de la capitale. Contraint par les plans d'aides d'urgence du gouvernement de réaliser des mesures d'économie, *Transport for London (TfL)* prévoit de ne pas remplacer 600 emplois (hors conducteurs) lorsqu'ils deviendront vacants. L'opérateur pourrait également être contraint de supprimer jusqu'à un cinquième de ses services de [bus](#). Malgré ces efforts financiers, *TfL* ne peut écarter totalement la perspective d'un « *managed decline* » faute d'un soutien de plus long terme du gouvernement et en l'absence d'un retour des trajets pendulaires à leur niveau pré-pandémique.

Le chiffre de la semaine

44 Md£

Il s'agit de la somme que devra dépenser le R-U d'ici 2032 pour respecter ses objectifs en matière de protection et de restauration de la nature selon un rapport de [The Financing Nature Recovery UK](#) qui regroupe près de 300 entreprises et ONG.

Le graphique de la semaine



Source : [SMMT](#)

Les immatriculations de voitures neuves au mois de mai ont été inférieures de plus de 35 % à celle des mois de mai des années 2015-2019, en lien avec le faible niveau de confiance des ménages dans un contexte de forte inflation. Par rapport à mai 2021, les immatriculations de voitures diesel ont diminué de plus de 50 %, tandis que les immatriculations de véhicules électriques ont augmenté de 17,7 %, pour atteindre une part de marché de 12,4 %.

Climat & Energie

Flash – [Les britanniques](#) se ruent sur les équipements pouvant réduire les factures d'énergie comme les panneaux solaires. Par ailleurs, le président de la [National Infrastructure Commission](#), Sir John Armitt, a estimé que la vente de chaudières à gaz devrait être interdite d'ici 2035, estimant que "la flambée du prix du gaz" rendait la décarbonation plus urgente alors que les ménages luttent contre la crise du coût de la vie.

Flash – [Le gouvernement](#) a autorisé l'extraction exploratoire de gaz de schiste (sans fracturation hydraulique) pour une durée de trois ans dans une zone protégée du Surrey (sud de l'Angleterre), allant à l'encontre de l'avis du conseil municipal concerné et provoquant le mécontentement de la population locale.

Flash – [Carlton Power](#) pourrait mettre en service en 2024 une usine de production d'hydrogène vert à Manchester, qui servirait au chauffage urbain et au transport

Flash – [Le gouvernement](#) serait en discussion avec le groupe énergétique *Centrica* pour rouvrir dans les prochains mois le plus grand site de stockage de gaz au R-U (*Rough*), fermé en 2017 en raison de coûts de maintenance élevés.

Flash – En même temps que l'Union Européenne, [le R-U](#) a adopté le 31 mai l'interdiction pour les navires russes transportant du pétrole d'être assurés au R-U. Au regard de la place qu'occupe la compagnie d'assurance britannique *Lloyd's* au niveau mondial, cette décision pourrait avoir un impact significatif sur la capacité de la Russie à continuer à exporter son pétrole par voie maritime.

Flash – [Greenpeace UK](#) envisage de contester en justice la récente décision du Gouvernement britannique visant à approuver l'exploitation par *Shell* du champ pétrolier et gazier de Jackdaw.

Le *Labour* appelle le gouvernement à renoncer à taxer de manière exceptionnelle les profits des producteurs d'électricité

Lors de l'annonce, fin mai, de l'établissement d'une taxe exceptionnelle sur les profits des compagnies pétrolières, [le Chancelier de l'Echiquier](#) Rishi Sunak avait indiqué réfléchir également à taxer les profits des producteurs d'électricité d'ici la fin de l'année. Cette taxation pourrait toutefois conduire, selon le *Labour*, à une baisse des investissements dans le développement des énergies bas carbone. La communication du Chancelier sur la mise en place envisagée de cette taxe aurait fait perdre aux actions des principales compagnies (*SSE*, *Drax* et *Centrica* notamment) près de 4 Md£ de valorisation sur les marchés financiers ces derniers jours. Par ailleurs, la possibilité pour les compagnies pétrolières d'être exonérées de taxes en contrepartie d'investissements en mer du Nord pourrait conduire à l'émission dans l'atmosphère de 899 M de tonnes de CO2 supplémentaires, selon le groupe environnemental [Uplift](#). Certaines voix critiques, dont le *Green Party*, ont critiqué la mise en place de cette *Windfall tax* et les mesures associées, jugées contraires aux engagements climatiques britanniques et qui n'auraient par ailleurs, selon lui, aucun impact sur les prix de l'énergie. A titre d'exemple la compagnie gazière [Serica](#), a annoncé vouloir investir 60 M£ dans l'exploration et la maximisation de ses champs existants afin de bénéficier des exonérations prévues dans le cadre de la *Windfall tax*.

Des centrales au charbon qui devaient fermer pourraient rester en activité pour garantir l'approvisionnement en électricité cet hiver

Un porte-parole du gouvernement a déclaré que bien qu'il n'y ait pas de pénurie d'approvisionnement, il se peut que le gouvernement doive [recourir aux centrales électriques au charbon](#), dont certaines devaient fermer en septembre, pour fournir de l'électricité de secours supplémentaire l'hiver prochain. Le gouvernement aurait ainsi demandé au *National Grid Electricity System Operator* (ESO) d'élaborer un cadre pour encourager les exploitants de

centrales à les maintenir en activité. Le gouvernement aurait par ailleurs envisagé la [prolongation pour quelques mois de l'activité de la centrale nucléaire d'Hinkley Point B](#), qui doit fermer cet été, mais son exploitant *EDF Energy* a indiqué ne pas réviser la date de sa fermeture, compte tenu des procédures et des autorisations nécessaires pour le permettre.

Environnement

Flash – [Le village de Fairbourne](#) (1 000 habitants) situé au Pays de Galles pourrait être le premier à disparaître au R-U en raison de la montée du niveau de la mer et de l'arrêt des opérations de maintenance de sa digue de protection, programmée en 2054.

Flash – [La fermeture de l'une des usines du groupe CF Fertilisers UK](#), l'une des deux dernières produisant des engrais au R-U, en raison des prix élevés de l'énergie, pourrait menacer la sécurité alimentaire du pays au regard des difficultés pour les agriculteurs britanniques à se procurer des engrais dont les prix sont très élevés sur le marché mondial en raison de l'impact de la guerre en Ukraine.

Le livre blanc du gouvernement en matière d'alimentation pourrait être moins ambitieux que prévu

Faisant suite à deux rapports commandés par l'ancien ministre de l'Environnement Michael Gove en 2019, le livre blanc en matière d'alimentation ([food strategy](#)) en Angleterre, dont la publication est attendue fin juin, ne serait pas, selon la presse, aussi ambitieux qu'envisagé initialement en matière environnementale et de lutte contre le changement climatique. Ainsi, les mesures visant à réduire drastiquement la consommation de protéines animales au profit de protéines végétales seraient sur le point d'être abandonnées, selon certaines sources relayées par *The Guardian*. Plusieurs ONG dont *Greenpeace UK* souhaitent inscrire dans cette stratégie des objectifs chiffrés de réduction de la consommation de viande et de laitages et à recourir davantage aux céréales.

Industrie

Flash – La startup *BritishVolt* va ouvrir un centre de recherche sur les [véhicules électriques](#) dans les *West Midlands*. Cet investissement, estimé à 200 M€, bénéficie du soutien de la société foncière américaine *Prologis*.

Flash – Le gouvernement a lancé un nouveau [fonds](#) de plus de 31 M€ destiné à réduire la dépendance de l'industrie aux énergies fossiles.

Le gouvernement pourrait annoncer des mesures de soutien à l'industrie sidérurgique

Alors que les prix de l'énergie demeurent élevés, la commission parlementaire sur l'environnement a écrit à Kwasi Kwarteng pour l'alerter sur la situation critique de l'industrie

[sidérurgique](#) britannique. Faute de soutien financier supplémentaire ou d'investissements publics suffisants, le secteur ne pourra réussir sa décarbonation, la production d'acier « vert » étant plus énergivore que les processus de production actuels. *UK Steel*, représentant du secteur, rappelle régulièrement que les aciéries britanniques souffrent d'un désavantage compétitif par rapport à leurs principaux concurrents européens (France et Allemagne) en raison de prix de l'électricité plus élevés au R-U. Or, le régulateur de l'énergie britannique, *Ofgem*, pourrait accroître ce handicap puisqu'il prévoit de réduire les incitations permettant aux industriels de payer moins cher l'électricité consommée pendant les heures creuses. L'industrie sidérurgique estime que cela pourrait augmenter de près de 85 % les coûts d'accès au réseau. Selon la presse britannique, les mesures étudiées par le ministre pourraient conduire à [exempter](#) les industries lourdes des taxes assurant le financement du réseau de gaz et d'électricité (*network charges*).

La Commission des comptes publics de la Chambre des communes publie un rapport critique sur le financement du *levelling up*

Le [rapport](#) note qu'entre 2010 et 2020, le Gouvernement a dépensé environ 18 Md£ pour des politiques de développement local (*local economic growth*), sans produire les effets escomptés notamment en raison de la multiplication des mécanismes de financement et du manque de prévisibilité sur leurs conditions d'octroi. La politique de *levelling up* ne semble pour l'instant pas avoir tiré les leçons de ces précédentes expériences : la première phase du *Levelling up fund*, lancée en 2021, a ainsi été accordée, au moins en partie, sur une base discrétionnaire, les critères de sélection n'étant connus qu'a posteriori. Les parlementaires recommandent d'introduire davantage de prévisibilité concernant les financements versés aux autorités locales tout en instaurant un système d'évaluation de l'utilisation et de l'efficacité de ces subventions.

Transport

Flash – Les [prix](#) des carburants ont atteint de nouveaux records au R-U, à 1,81 £/l (environ 2,11 €) en moyenne pour l'essence et 1,86 £/l (2,18 €) pour le diesel. Le prix d'un plein moyen a ainsi dépassé pour la première fois les [100 £](#).

Flash – Le ministère des Transports (*DfT*) a lancé une consultation publique, ouverte jusqu'au 29 juin, afin de définir un nouveau système d'[homologation](#) des véhicules en Grande-Bretagne. Il prendrait la suite du système provisoire actuellement en vigueur, hérité de la législation européenne.

Flash – Dans le cadre de la stratégie de *levelling up*, quatre projets routiers majeurs dans les régions de Southampton, Cornouailles, Newcastle et du Grand Manchester vont bénéficier d'un investissement public de [160,4 M£](#).

Les bornes de recharge électrique ne sont pas assez nombreuses et leur répartition sur le territoire est très inégale

Selon le ministère des Transports (*DfT*), il y aurait actuellement 30 920 bornes de recharge au R-U, soit une hausse de 33 % en un an, qui demeure insuffisante pour accompagner la progression du parc (+71 %). Par ailleurs, leur répartition géographique est très déséquilibrée, le sud-ouest de l'Angleterre ne disposant que de 2 bornes pour 100 conducteurs de véhicules électriques, contre 13 à Londres. *Saga Insurance* a classé les 20 principales villes britanniques au regard de leur [accessibilité pour les propriétaires de véhicules électriques](#) (en tenant compte de la disponibilité

des bornes de recharge, du stationnement hors voirie pour l'installation de bornes à domicile et du coût de la recharge): Londres arrive en première position et Cardiff, en dernière position.

Le parc de voitures vieillit et diminue pour la deuxième année consécutive, pour la première fois en plus d'un siècle

La fédération britannique des constructeurs automobiles (SMMT) a dressé l'état des lieux du [parc de véhicules au Royaume-Uni](#) en 2021, qui s'établit à un peu plus de 40,5 millions de véhicules, en hausse de 0,4% par rapport à l'année précédente. Cette évolution recouvre des tendances contrastées selon les types de véhicules, puisque le nombre de voitures baisse pour la deuxième année consécutive, tandis que celui des camionnettes a augmenté de 4,3%. Par ailleurs, les véhicules électriques sont en forte progression sur tous les segments et atteignent au total près de 750 000 unités. Enfin, la pandémie et les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont réduit l'achat de véhicules neufs (cf. graphique de la semaine) et conduit à un vieillissement du parc automobile : l'âge moyen des voitures atteint ainsi un niveau record de 8,7 ans, soit plus d'un an de plus qu'il y a dix ans - 8,4 millions de voitures, soit un peu moins d'un quart de celles qui circulent, ont plus de 13 ans.

La Commission des transports de la Chambre des Communes présente ses recommandations pour résoudre les difficultés du transport routier

Dans un [rapport](#), les députés rappellent que les difficultés d'approvisionnement, qui s'expliquent en partie par une pénurie de conducteurs de poids lourds, ne sont pas nouvelles mais ont été aggravées par la pandémie. Afin de rendre plus attractive cette profession, le rapport propose plusieurs recommandations :

- accélérer la construction de nouveaux parkings et infrastructures de repos destinés aux chauffeurs,
- imposer des critères de qualité minimum pour ces installations,
- diversifier le recrutement. A ce sujet la commission salue la création de « *skills bootcamps* », qui offrent une formation accélérée pour les futurs conducteurs, et invite à pérenniser ce mécanisme,
- développer le ferroutage et le transport maritime pour les trajets longue distance, afin de recentrer le fret routier sur les trajets plus courts et améliorer ainsi l'équilibre vie professionnelle/vie personnelle pour les chauffeurs.

Faute d'améliorations d'ici deux ans, le rapport invite à instaurer une « *supply chain levy* » qui s'imposerait en priorité aux acteurs réalisant les marges les plus importantes : grands détaillants, compagnies pétrolières et « géants » des services en ligne. Cette taxe servirait à « améliorer la résilience des chaînes d'approvisionnement ».

Le gouvernement confirme l'abandon d'un segment de la ligne à haute vitesse HS2 qui devait améliorer la connectivité entre l'Angleterre et l'Ecosse

Andrew Stephenson, secrétaire d'Etat chargé du projet HS2, l'a confirmé ce lundi 6 juin devant le Parlement. Surnommé le « *Goldstone link* », ce trajet devait permettre de relier HS2 à la *West Coast Main Line (WCML)*, ce qui aurait réduit les temps de trajet entre Londres et Glasgow et permis d'augmenter le nombre de trajets. Le gouvernement s'appuie sur la *Union Connectivity Review*

publiée à l'automne 2021 pour justifier sa décision. Selon ce document, le « *Golborne link* » ne permettrait pas de résoudre les problèmes de manque de capacité passagers sur la *WCML*. Les députés des circonscriptions couvertes par le « *Golborne link* » étaient par ailleurs en majorité opposés à sa construction. Plusieurs associations professionnelles du secteur ferroviaire ont en revanche critiqué l'abandon de ce segment malgré l'engagement du gouvernement de proposer des solutions alternatives.

Près de trois mois après le licenciement de 786 de ses marins, *P&O Ferries* perd certains contrats avec les pouvoirs publics

A la suite de ces licenciements sans préavis, le ministère des Transports (*DfT*) avait lancé une enquête portant sur ses relations avec la compagnie de ferries. Cette enquête a conduit la police aux frontières britanniques à mettre fin au contrat conclu avec *P&O Ferries* dans le cadre des « ports juxtaposés ». Selon ce système, les contrôles aux frontières des passagers et marchandises sont effectués dans certains ports français et belges plutôt qu'à leur arrivée au R-U ; le contrat avec *P&O* prévoyait le transport des policiers britanniques en cas de problème dans le tunnel sous la Manche. Par ailleurs, la ville de *Cairnryan* (Ecosse) a décidé d'exclure *P&O Ferries* de son projet de *greenport*, après plusieurs actions de protestation menées notamment par le syndicat *RMT*, et a retiré sa candidature pour l'établissement d'un *greenport*.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international